

Print

Tsipras: de la capitulation à la collaboration

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, août 02, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/tsipras-de-la-capitulation-a-la-collaboration/5466539>

Photo: Yanis Varoufakis

L'ex-ministre grec de l'économie Yanis Varoufakis a publié dans *Le Monde diplomatique* du mois d'août un article intéressant à deux égards, sous un titre un peu tapageur qui ressemble à l'amère déclaration d'une bande d'adolescents attardés virés d'un plateau de télé-réalité parce que ne plaisant plus au téléspectateur : « Leur seul objectif était de nous humilier ».

Intéressant à deux égards parce que fournissant des éléments factuels importants et donnant des renseignements précis quant à l'état d'esprit de Yanis Varoufakis au moment d'aborder pour la première fois les négociations.

On y apprend donc, par la bouche de l'ex-ministre grec de l'économie, que le projet Syriza, s'il a existé, a été exécuté le 30 janvier, lors de la première visite de M. Dijsselboem à Athènes, et enterré le 11 février suivant, lors de la première réunion de Yanis Varoufakis avec les dirigeants de l'Eurogroupe, par un Schäuble en pleine forme et balayant les propositions grecques grâce à la profération du *magic mantra* européiste : « On ne peut pas laisser les élections changer quoi que ce soit ».

Même si, dans les démocraties parlementaires, les instances politiques publiques ont toujours été habitées par les rejetons et affidés de l'oligarchie afin d'orienter les politiques dans le sens des intérêts de celle-ci, même si les élections sont une grande foire lors desquelles l'argent tombe en pagaille des poches des Gros pour convaincre les Maigres de voter pour *leurs hommes* de paille, on peut observer ici un progrès puisque même le cirque électoral est nié par la synarchie des financiers internationaux réunis dans ce « groupe informel », « sans existence légale » (Varoufakis) et soucieux d'écraser une bonne fois pour toutes la *vox populi*.

Yanis Varoufakis nous livre des détails concernant son état d'esprit au moment d'entamer ses premières négociations. Devant une Europe qu'il avait « toujours considérée, depuis [son] adolescence, comme [sa] boussole », Yanis Varoufakis, l'homme au physique de gladiateur, l'homme prêt à en découdre avec l'oligarchie grecque, s'est approché sur la pointe des pieds, comme pour ne pas déranger, et s'est adressé à ses interlocuteurs avec, dans la voix, les accents soumis du bon fils qui veut être bien vu de ses parents : « Notre gouvernement sera un partenaire digne de confiance », « nous ferons tout pour trouver un terrain d'entente », « dès le mois de février j'avais cherché à rassurer [M. Schäuble] », « il pouvait compter sur nous » et ainsi de suite.

Mais il a constaté qu'« hélas, aucune de [leurs] nobles intentions ne méritait le moindre intérêt ». Ecrasées les rêveries adolescentes de ce Tasse grec sous les certitudes brutales des vieux routards de la politique : ses illusions se sont effondrées devant un Dijsselbloem méprisant « les principes démocratiques les plus élémentaires » et s'exclamant « ça ne marchera pas » et devant « les créanciers et l'Eurogroupe [qui] restaient sourds à nos arguments économiques » et « exigeaient que nous capitulions », agitant sans cesse « la menace répétée d'une fermeture des banques grecques ». Il y a là, en effet, de quoi faire sombrer une âme pure dans les eaux noires d'un désarroi werthérien. Yanis Varoufakis avoue lui-même avoir failli pleurer en apprenant que la France ne viendrait pas à son aide. Prenait-il donc François Hollande pour un ennemi de la finance ?

Serge Halimi, convaincu par ce témoignage, en conclut que Tsipras et Varoufakis sont « coupables de leur innocence ».

Ce n'est peut-être pas l'avis de tout le monde. Stathis Kouvelakis, « philosophe francophone, membre du Comité central de Syriza et figure de la plate-forme de gauche » ne « nie pas que le terme de trahison soit adéquat » – autrement dit parle d'emblée de trahison – quand il se réfère à l'action de Tsipras, mais il refuse de croire qu'il s'agisse « d'une trahison consciente ». Il adhère à l'hypothèse de la croyance de Tsipras en la possibilité de négocier sur la base d'une argumentation économique mais fait remarquer que, du fait de cette croyance, « il s'est laissé enfermer dans une spirale qui [l'a amené] d'une concession à une autre et à une dégradation constante du rapport de force ». Il parle d'un « véritable aveuglement de Tsipras et [de] la majorité de Syriza dans l'illusion européiste » qui a conduit le gouvernement grec à sous-estimer « la violence de la réaction de l'adversaire ». Plutôt indulgent M. Stathis Kouvelakis ?

Pas tant que ça en fait quand on lit la suite de l'interview car il nous apprend que le débat concernant la sortie de l'euro « n'a jamais véritablement eu lieu ou plutôt [qu'il] n'a eu lieu que de façon limitée au sein de Syriza, *pendant les cinq dernières années* » car la sortie de l'euro « était purement et simplement identifiée à une catastrophe absolue », ses camarades reprenant à ce sujet « les arguments du discours dominant ». Pourtant, selon lui, un plan B aurait dû exister, un plan comprenant « la reprise d'une souveraineté monétaire », « l'interruption du remboursement des créanciers », « le placement des banques sous contrôle public » et « le contrôle des capitaux *au moment du déclenchement de l'offensive* ». Pour Stathis Kouvelakis, le gouvernement Syriza aurait dû prendre l'initiative au lieu de rester à la traîne.

Pas si indulgent au fond envers un Tsipras par qui, à l'heure du référendum du 5 juillet, « rien n'avait été fait pour préparer une solution alternative ». Tsipras, qu'il qualifie de « grand tacticien » a mené une gestion de la crise « au jour le jour », « sans vision stratégique autre que la recherche de l'illusoire 'compromis honorable' ». Un grand tacticien sans tactique en somme. Il nous révèle que Tsipras avait conçu le référendum comme un geste tactique (encore ce mot) mais ne s'attendait pas à un tel soulèvement. « Porté en triomphe » à travers la place Syntagma après la victoire du « non », « il a pris peur et a abrégé les trois-quarts du discours qu'il avait préparé ». On pense à Jean-Paul Sartre qui, accueilli au Etats-Unis comme Résistant n'a pas osé dire qu'il s'était tenu coi pendant la guerre – ce que personne ne peut déceimment reprocher à un philosophe engagé et donneur de leçons – pour ne pas perdre la face devant le public, la presse et... ses fidèles.

Passer pour un héros quand on n'en est pas un doit être très embarrassant, voire encombrant.

La révélation la plus grave et la plus intéressante est que les collègues universitaires « *mainstream* » de Stathis Kouvelakis, qui « connaissaient de façon intime la machine européenne », « ont toujours refusé de prendre au sérieux la vision de Syriza » et « n'arrêtaient pas d'ironiser sur les naïfs qui pensaient qu'à coups de négociations et d'échanges de bons arguments, on arriverait à rompre avec le cadre des politiques européennes ».

La conséquence de ce rêve brisé qu'aucun prince machiavélien n'aurait jamais rêvé est que la Grèce est maintenant « soumise à un carcan *qui va bien au-delà* de celui imposé par les *memoranda* précédents », le gouvernement grec « a perdu le contrôle des principaux leviers de l'État », à commencer par l'appareil fiscal qui est tombé entre les pattes griffues de la Troïka.

Alors, plutôt que de « trouver des excuses à ce parfait Tsipras, tourner autour du pot, laisser croire qu'il s'agit d'un mauvais moment à passer » et, oserai-je ajouter, faire dans le récit guimauve qu'on nous sert depuis quelque temps, il faut reconnaître que Tsipras « a capitulé devant les créanciers, *le mot capituler étant sans doute très faible* » puisque son parti « tourne en dérision les notions les plus élémentaires du fonctionnement démocratique des institutions. »

Capituler : « se rendre à l'ennemi, se reconnaître vaincu. » Plus fort que capituler ? Laissez-moi deviner. Je ne trouve qu'un mot : collaborer.

Derrière le témoignage remarquable de courage et d'honnêteté de Stathis Kouvelakis, se profile donc l'image d'un Tsipras coupable de collaboration avec l'ennemi, d'un parti Syriza peut-être conçu dès le début – qui sait ? – pour détourner le mécontentement et le noyer dans la grande mascarade romancée d'un leader débordant de sentiments nobles qui avait pris son essor pour sauver le peuple opprimé mais dont les ailes se sont brisées contre les murailles d'orgueil de la forteresse Europe. Est-il possible que Syriza n'ait été qu'un leurre ? C'est ce qu'a proclamé très tôt François Asselineau, homme cultivé et fin connaisseur du monde politique, dont nous apprécions les analyses trop émaillées, malheureusement, de hip-hip-hourras de potache en campagne électorale bramés à tout bout de champs et dont l'anticommunisme satisfait et rigolard (voir vidéo) ne se justifie pas, en particulier dans le cas de la Grèce, quand on connaît l'histoire tragique de ce parti libérateur mais exterminé, exterminé parce que libérateur, au sortir de la Seconde Guerre Mondiale.

Bruno Adrie

Yanis Varoufakis, « Leur seul objectif était de nous humilier », *Le Monde diplomatique*, août 2015

Serge Halimi, « L'Europe dont nous ne voulons plus », *Le Monde diplomatique*, août 2015

Stathis Kouvelakis, « [Le non n'est pas vaincu, nous continuons](#) », *Revue Ballast*, 27 juillet 2015

François Asselineau, « [Syriza était bien un leurre européiste : L'UPR avait raison sur tout](#) », site de l'UPR, 10 juillet 2015

François Asselineau, « [Les Grecs vont pouvoir constater que Syriza est un parti-leurre](#) », site de l'UPR, 26 janvier 2015

Vidéo : « [Intervention de Thanasis Laskaratos, représentant le Front Populaire Uni de Grèce \(EPAM\), candidat aux élections européennes en Grèce, au 3e congrès de l'UPR](#) », site de l'UPR, 26 janvier 2015

Copyright © 2015 Global Research